

## Relations industrielles Industrial Relations



*The French Labor Courts : Judgement by Peers*, par William H. MacPherson et Frederic Meyers, Institute of Labor and Industrial Relations, University of Illinois, Urbana, 1966, 104 pages.

Hubert Reid

Volume 22, numéro 4, 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/027858ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/027858ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Reid, H. (1967). Compte rendu de [*The French Labor Courts : Judgement by Peers*, par William H. MacPherson et Frederic Meyers, Institute of Labor and Industrial Relations, University of Illinois, Urbana, 1966, 104 pages.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 22(4), 591-592.  
<https://doi.org/10.7202/027858ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1967

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é  
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le grand avantage de ce volume est de présenter un éventail des nombreuses sources de la psychologie industrielle ainsi que les contributions des principaux chercheurs dans ce domaine. Il s'agit d'un volume très intéressant pour celui qui veut explorer de façon générale la psychologie industrielle et très utile sur le plan académique pour qui-conque veut confronter les diverses théories en cours.

Jean BOIVIN

**Rapport de la Commission Royale sur les Relations Employeurs-Employés dans les Services Publics du Nouveau-Brunswick,**  
par Dr Saul J. Frankel, 1967, 111 pages.

Ce rapport nous présente l'étude menée par la Commission sur trois champs et en trois mouvements, tels qu'arrêtés dans la décret en conseil 66-496, du 29 juin 1966.

- 1) Etude d'abord des relations employeurs-employés dans le Service Civil;
- 2) L'enseignement;
- 3) Les hôpitaux.

Le rapport étudie brièvement les tendances actuelles dans chacun des secteurs, les mémoires qui furent présentés à la commission et les recommandations de cette dernière.

En fait, la distinction des trois secteurs (Service Civil, Commissions Scolaires, Hôpitaux) s'atténue énormément sous l'aspect des relations employeurs-employés quand le rapport signale la prise de responsabilité presque totale du financement de l'enseignement et des services hospitaliers. Il s'agit donc de trois groupes d'employés du gouvernement.

La Commission d'enquête tient compte de cette situation, et propose sensiblement les mêmes législations et politiques aux relations entre employeurs et employés touchant la syndicalisation (unités de négociation), la négociation (procédure), la convention collective. Elle tient compte cependant de l'évolution et de l'organisation de ces trois secteurs selon la législation et les circonstances particulières de l'organisation professionnelle de ces groupes.

Le rapport décrit les principaux problèmes de la syndicalisation du secteur public et désigne les forces en présence. Le problème est posé quant à l'ancienne législation (Loi des Relations du Travail), aux organismes para-syndicaux et associations professionnelles déjà existantes, aux diffé-

rents employeurs: Etat, Corporations et Commissions de la Couronne, Association Hospitalière et Association des Commissaires d'Ecoles.

Enfin, tout un processus de négociation allant de la discussion permanente à la grève est défini, de même que la distinction des unités de négociation, selon les caractères communs et distincts des différentes catégories professionnelles.

En annexe sont ajoutées d'excellentes statistiques qui décrivent l'élargissement des champs d'action de l'Etat et la croissance des effectifs de la main-d'oeuvre employés dans le secteur public.

L.-René PARENTEAU

**The French Labor Courts: Judgment by Peers,** par William H. MacPherson et Frederic Meyers, Institute of Labor and Industrial Relations, University of Illinois, Urbana, 1966, 104 pages.

Ayant constaté à plusieurs reprises que les méthodes utilisées en Europe pour régler les conflits de travail semblaient fort méconues aux Etats-Unis, MacPherson et Meyers ont décidé d'effectuer une étude empirique sur le fonctionnement des conseils de prud'hommes, en France. Et, par souci d'objectivité, ils se sont limités à une analyse de cette institution plutôt qu'à la recherche d'une hypothétique supériorité d'un des systèmes sur l'autre.

Dans un premier chapitre consacré à l'introduction, les auteurs ont établi les objectifs qu'ils s'étaient fixés en entreprenant cette étude. Ils ont de plus précisé à leurs lecteurs américains deux différences fondamentales entre le système de leur pays et celui qu'ils ont étudié:

- 1) le nombre d'avantages sociaux dont bénéficie le travailleur français en vertu de la loi, alors que l'ouvrier américain doit encore, actuellement, en négocier en très grand nombre.
- 2) La présence exclusive, comme juges, de non juristes élus par les employeurs et les employés.

Après un deuxième chapitre relatant l'histoire des conseils de prud'hommes — vieille de plus de cent cinquante ans — les auteurs étudient, dans le troisième, la structure, la compétence et la procédure actuelles de ces tribunaux. On doit noter qu'il existe actuellement environ deux cent cinquante

conseils de prud'hommes bien structurés, chacun d'eux pouvant comporter quatre sections spécialisées (industrie, commerce, agriculture et divers). De plus, dans les centres principaux, la section industrie se subdivise en quatre sous-sections (chimie, construction, métal et textile).

Le chapitre suivant présente les résultats d'une recherche effectuée auprès des conseils de prud'hommes parisiens. Les auteurs se sont efforcés de décrire ici le fonctionnement réel de ces tribunaux, en expliquant le rôle propre du « Bureau spécial », dont la tâche principale est de rechercher la conciliation et du « Bureau Général » qui fait fonction de tribunal lorsque la séance de conciliation n'a pas produit des résultats sérieux.

Dans le cinquième chapitre, MacPherson et Meyers ont présenté une analyse des données qu'ils avaient obtenues en définissant les problèmes auxquels ces juridictions sont confrontées (bipartisme, système électoral, etc.).

Le sixième chapitre constitue une espèce de bilan de l'Institution alors que le septième

me comporte les conclusions principales des auteurs.

Ces conclusions concernent principalement le bipartisme de ces tribunaux, la procédure d'élection de leurs juges, la composition des tribunaux susceptibles d'entendre l'appel des décisions des tribunaux inférieurs et le rôle joué par les cours ordinaires en cas d'inexistence de conseils de prud'hommes dans une région.

A notre avis, les auteurs font réellement vivre sous nos yeux les tribunaux spécialisés et en présentent les avantages et inconvénients de façon apparemment fort objective. Il est toutefois permis de se demander si la réalité parisienne est typique de celle de la France entière; on peut en douter. Ainsi, par exemple, il est peu probable que MacPherson et Meyers aient vanté avec autant de conviction l'objectivité des juges, s'ils avaient analysé le comportement de ceux d'une petite municipalité bretonne. Cette extrapolation de leur part n'infléchit pas la valeur de leurs observations mais soulève toutefois un certain scepticisme chez le lecteur quant à son bien-fondé.

Hubert REID

## PUBLICATIONS RÉCENTES

### GÉNÉRALITÉS

« Population Explosion, the Standard of Living and Social Conflict », by J.E. Meade, **The Economic Journal**, Vol. LXXVII, No 306, June 1967, pp. 233-256.

« Approaches to Educational Planning », by M. Blaug, **The Economic Journal**, Vol. LXXVII, No. 306, June 1967, pp. 262-288.

« The Production of Human Capital and the Life Cycle of Earnings », by Yoram Ben-Porath, **The Journal of Political Economy**, Vol. 75, No. 4, August 1967, part 1, pp. 352-366.

« Economic Security and Social Conflict in America: The Early Twentieth Century, Part 1 », by Roy Lubove, **Journal of Social History**, Vol. 1, No. 1, Fall 1967, pp. 61-88.

« Le changement social », par René et Henri Théry, **Recherche Sociale**, no 11, mai-juin 1967, 44 pp.

« Planificateurs et planification aux Etats-Unis », par Charles Roig, **l'Actualité économique**, 43e année, no 2, juillet-septembre 1967, pp. 280-338.

« Les méthodes de la planification régionale en U.R.S.S. », par Ch. Beaucourt, **Economies et sociétés**, Série G-25, mars 1967, pp. 199-215.

« Les classes sociales au Canada », par Alfred Dubuc, **Annales**, 22e année, no 4, juillet-août 1967, pp. 829-845.

« Pauvres et pauvreté dans les sociétés riches », **Economie et Humanisme**, no 174, mai-juin 1967, 94 pp.

« Administration, frein ou moteur du développement », **Développement et Civilisations**, no 29, mars 1967, 114 pp.

« La planification: rôle et limites de son intervention », par M. Ripert, **Humanisme et Entreprise**, no 44, août 1967, pp. 65-80.